



# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

## **2025**

**MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION ET  
D'ORIENTATION DE SAINT-PERE EN RETZ  
Association**

20 Rue du Prieuré  
44320 SAINT-PERE EN RETZ



SARL DE COMMISSARIAT AUX COMPTES au capital de 35.000 €  
RCS NANTES 414 655 829 – 3 rue Maria Telkes – Parc d'Activités Ragon 44119 TREILLIERES  
02.40.14.57.57 / nantes@equivalences.fr  
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest-Atlantique

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025**

Aux Membres de l'Association « Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Saint-Père en Retz »,

#### **OPINION**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Saint-Père en Retz » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RESERVE**

---

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

#### **OBSERVATION**

---

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels qui décrit les nouvelles normes et interprétations, le nouveau règlement de l'ANC 2022-06 appliqué par l'association.



## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ces appréciations ont porté sur l'analyse des produits « Concours publics et Subventions » et « Prestations de service », ressources en provenance de tiers financeurs ainsi que de financements des organismes de formation. Nous nous sommes attachés à contrôler la correcte affectation des produits à l'exercice 2025 et la conformité du traitement comptable des produits constatés d'avance, produits à recevoir.

Concernant les prestations de services, nos contrôles conduisent à valider la comptabilisation des produits de formation, notamment par des sondages sur l'exhaustivité, la reconstitution, le cut-off. Nos sondages, par rapprochement des prestations OPCO avec les contrats de prise en charge, sont satisfaisants.

Nos travaux n'appellent pas d'observation particulière.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Treillières,  
Le 09 avril 2026

**O. MOCQUARD**

*Commissaire aux Comptes*

**Pour la S.A.R.L. EQUIVALENCES AUDIT,**  
Société de Commissariat aux Comptes inscrite  
3 rue Maria Telkes - 44119 TREILLIERES

Signé par  
CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES  
Le 09/04/2026

  
**équivalences**  
AUDIT



# BILAN

## Actif

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	4 950	3 289	1 662	
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	375 456	117 268	258 189	262 114
Constructions	4 222 422	2 446 521	1 775 900	1 908 475
Installations techniques, mat. et outillage indus.	112 115	111 017	1 098	1 260
Autres immobilisations corporelles	630 152	472 559	157 593	148 250
Immobilisations corporelles en cours	17 703		17 703	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	499		499	485
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>Total I</b>	<b>5 363 297</b>	<b>3 150 654</b>	<b>2 212 643</b>	<b>2 320 584</b>
<b>Stocks et en-cours</b>				
Stock et en-cours	4 580		4 580	3 076
<b>Créances</b>				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhér., usagers et cpt. Rattachés	78 290	12 242	66 048	65 371
Autres créances	36 232		36 232	26 040
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>373 974</b>		<b>373 974</b>	<b>373 974</b>
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	663 711		663 711	644 648
Charges constatées d'avance	15 611		15 611	16 021
<b>Total II</b>	<b>1 172 396</b>	<b>12 242</b>	<b>1 160 155</b>	<b>1 129 130</b>
<b>Frais d'émission des emprunts III</b>				
<b>Primes de remboursement des obligations IV</b>				
<b>Ecart de conversion (actif) V</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>6 535 693</b>	<b>3 162 896</b>	<b>3 372 798</b>	<b>3 449 714</b>

Rubriques	Montant brut	Montant net N
<b>Engagements reçus</b>		
<b>Legs nets à réaliser :</b>		
Acceptés par les organismes stat. compétents ;		
Autorisés par l'organisme de tutelle ;		



**Passif**

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise statutaires</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
<b>Réserves statutaires ou contractuelles</b>		
<b>Réserves pour projet de l'entité</b>		
<b>Autre</b>		
Report à nouveau	1 671 994	1 626 527
Excédent ou déficit de l'exercice	28 942	45 467
Situation nette (sous total)	1 700 936	1 671 994
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	766 968	809 129
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>2 467 904</b>	<b>2 481 123</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés	19 212	
<b>Total II</b>	<b>19 212</b>	
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	36 779	35 221
<b>Total III</b>	<b>36 779</b>	<b>35 221</b>
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	621 927	721 071
Emprunts et dettes financières divers		497
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 675	39 787
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	74 500	79 313
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	28 616	2 952
Autres dettes	51 041	46 749
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	26 143	43 134
<b>Total IV</b>	<b>848 903</b>	<b>933 503</b>
<b>Ecart de conversion (passif) (V)</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>3 372 798</b>	<b>3 449 847</b>



## COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	203	214
<b>Ventes de biens et services</b>		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	818 603	781 908
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 005 654	934 237
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>		
Dons manuels	1 190	1 185
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	3 941	14 849
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	15 070	1
<b>Total (I) - Produits d'exploitation</b>	<b>1 844 660</b>	<b>1 732 394</b>
Achats de marchandises	83 048	88 290
Variation de stocks	(1 503)	747
Autres achats et charges externes	398 799	389 575
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	29 229	25 617
Salaires et traitements	819 993	797 848
Charges sociales	285 565	278 979
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	169 755	177 202
Dotations aux provisions	8 728	741
Report en fonds dédiés	19 212	
Autres charges	3 847	1 199
<b>Total (I) - Charges d'exploitation</b>	<b>1 816 673</b>	<b>1 760 198</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>27 987</b>	<b>(27 804)</b>
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif		
Autres intérêts et produits assimilés	14 332	16 466
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total (II) - Produits financiers</b>	<b>14 332</b>	<b>16 466</b>

Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	10 068	10 482
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total (II) - Charges Financières</b>	<b>10 068</b>	<b>10 482</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>4 264</b>	<b>5 984</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>32 251</b>	<b>(21 819)</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 440
Produits exceptionnels sur opérations en capital		71 321
Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>Total (III) - Produits exceptionnels</b>		<b>72 761</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		2 199
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		402
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
<b>Total (III) - Charges exceptionnelles</b>		<b>2 601</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>70 160</b>
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)	3 310	2 873
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+II+III)</b>	<b>1 858 992</b>	<b>1 821 621</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (I+II+III)</b>	<b>1 830 051</b>	<b>1 776 154</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>28 941</b>	<b>45 467</b>

Rubriques	Montant N	Montant N-1
<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>MONTANT TOTAL DES RESSOURCES</b>		
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>MONTANT TOTAL DES EMPLOIS</b>		



---

# ANNEXE

---

---

## PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

---

### I – INFORMATIONS GENERALES

#### a – Objet social, activités et moyens mis en œuvre

La Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Saint-Père en Retz est une association de caractère familial, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901. Sa durée est illimitée. Son siège social est établi au 20 rue du Prieuré 44320 SAINT PERE EN RETZ.

L'association a pour but :

1) de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant la MFR.

2) d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la MFR.

3) de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la MFR et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial.

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue.

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas, d'hébergement... dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

La MFR dispose de moyens humains soit 31 salariés et 303 adhérents.

#### b : Faits marquants de l'exercice :

Néant

### II – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Se référer au Code de commerce : article 9 & 11, décret n°83-1020 du 29 novembre 1983, article 7.21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3 - règlements ANC N°2014-03 et N°2018-06).

#### a) Principes généraux

Les présents états financiers (bilan – compte de résultat et annexe) couvrent la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025, soit une durée de douze mois.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, ainsi que du règlement 2018-06 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, selon les principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Comptabilité au coût historique,
- Indépendance des exercices,
- Règles de prudence et sincérité des comptes.

Par dérogation aux principes comptables de présentation, les charges et les produits sur exercices antérieurs sont présentés avec les charges et produits exceptionnels. Ils ne perturbent pas ainsi les charges et produits d'exploitation.



## b) Changements comptables

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2022-06 modifiant le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, l'association a procédé, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, à un changement de méthode comptable.

Ce changement résulte de l'application de la nouvelle réglementation comptable et vise à améliorer la qualité de l'information financière et la comparabilité des comptes.

La nouvelle méthode a été appliquée de manière rétrospective, conformément aux textes en vigueur. Ce changement n'a pas d'impact significatif sur la situation financière, le patrimoine ou le résultat de l'association. En conséquence, aucun retraitement des comptes comparatifs n'a été jugé nécessaire

## MODE D'ÉVALUATION DES PRINCIPAUX POSTES

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### a) Immobilisations corporelles

Selon les conditions d'application des règlements n° 2002-10 et n° 2004-06 du CRC relatifs à la comptabilisation, l'évaluation et la dépréciation des actifs, les immobilisations doivent être comptabilisées par composants. Les immobilisations sont amorties selon les durées d'utilisation différenciées entre la structure et les composants.

Les constructions antérieurement au 31.12.07 ont fait l'objet d'une décomposition partielle lors de leur comptabilisation par type de bâtiment. Seuls les bâtiments de septembre 2000 ne sont pas finis d'amortir (durée de 20 ans). Le plan de financement établi au moment de la réalisation de ces bâtiments ne permet pas d'envisager une décomposition plus approfondie. Il n'y a donc pas de modification des règles de dépréciation de ces actifs.

Les constructions depuis l'année 2007/2008 ont fait l'objet d'un amortissement par composants à compter du 1er septembre 2007. Les différents natures et montants de composants ont été établis par l'architecte du projet. Les durées d'amortissements varient de 5 à 40 ans.

La Maison Familiale a acheté, en mars 2024, un bien immobilier situé au 18 Rue du Prieuré 44320 SAINT-PERE-EN-RETZ. Le prix d'acquisition, d'un montant de 166 765€ (FAI), est financé à hauteur de 100 000 € par un prêt immobilier. Ce bien immobilier n'a pas fait l'objet d'un amortissement ayant été considéré comme un terrain à bâtir.

Les autres immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels	3 ans
- Constructions	de 5 à 40 ans
- Agencements des constructions	de 5 à 20 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel de bureau et informatique	de 1 à 12 ans
- Matériel et outillage pédagogique	de 3 à 8 ans
- Mobiliers	de 3 à 15 ans

### b) Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût initial.

### c) Créances

Elles sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**d) Valeurs mobilières de placement**

Elles font l'objet d'une valorisation au coût d'achat.

**e) Subventions d'équipements**

Les subventions d'équipements, perçues pour l'acquisition de matériel d'exploitation, la remise en conformité des installations, la réhabilitation des locaux et l'extension font l'objet d'un étalement sur 5 à 40 ans selon la durée d'amortissements des immobilisations financées.

**f) Provisions pour risques et charges**

L'association a procédé à l'évaluation de son engagement retraite, à savoir son passif social au titre des indemnités de fin de carrière. L'engagement de l'association se définit en deux points :

- l'engagement correspondant aux services antérieurs, c'est-à-dire à savoir selon l'ancienneté du salarié acquise à la date d'évaluation,
- l'engagement correspondant aux services futurs, c'est-à-dire aux droits susceptibles d'être acquis par le salarié entre la date d'évaluation et la date probable de départ en retraite.

L'estimation des engagements prend en compte la probabilité pour un salarié d'être présent dans l'association à la date de son départ en retraite. Elle est pondérée par un taux d'actualisation financier.

Pour estimer le montant de l'engagement passé et futur de l'association et définir le plan de financement personnalisé, l'étude actuarielle est réalisée à partir des paramètres économiques, sociaux et techniques propres à l'association.

Paramètres économiques : - le taux d'actualisation retenu est de 3,2 % par an.

Paramètres sociaux : - convention collective des Maisons Familiales Rurales.

- l'augmentation annuelle des salaires de 1%,
- le départ est prévu à 67 ans pour l'ensemble du personnel, sauf pour les salariés les plus âgés, il s'étale de 60 à 67 ans.
- le taux de rotation retenu est de 1% pour tous les salariés.
- le départ intervient à l'initiative du salarié.
- le taux de charges sociales patronales est de 45%.

Paramètres techniques

- la table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2018-2020,
- la méthode de calcul retenue est la méthode rétrospective prorata temporis,
- les plans de financement sont établis à partir des salariés en CDI présents à la clôture.

L'engagement s'élevait au 31 décembre 2024 à 35 221 €. Une somme de 1 558 € a été passée en charge pour ajuster le montant de l'engagement de l'année précédente, soit un total de 36 779 € au 31/12/2025.

**g) Emprunt**

Les emprunts consentis par le Crédit Agricole font l'objet des garanties suivantes :

N° Prêt	Réalisation	Echéance	Capital initial	Capital RD 31/12/2025	Taux	Echéance	Garantie
10000673857	05/2019	10/10/2030	700 000,00 €	299 470,85 €	1,12%	5 306,72 €	Hypothèque sur terrain AK 231 et constructions prévues dessus
10001848905	10/2020	25/10/2032	400 000,00 €	233 641,73 €	1,00%	2 948,93 €	Hypothèque sur terrain AK 231 et constructions prévues dessus
10003036570	03/2024	10/03/2036	100 000,00 €	88 376,54 €	4,23%	886,74 €	Hypothèque sur terrain AK 230
<b>TOTAL</b>			<b>1 200 000,00 €</b>	<b>621 489,12 €</b>		<b>9 142,39 €</b>	



#### **h) Volontariat associatif et engagement éducatif**

(Article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 Mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif)

Les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 euros doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Cette disposition est applicable à notre association.

Pour l'exercice 2025, le montant des rémunérations concernées par ce texte législatif et versées par notre association est égal à 0 €.

### **III - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

#### **a – Comptabilisation des cotisations**

La comptabilisation des cotisations en produits est réalisée dès leur encaissement effectif.

#### **b – Les contributions volontaires en nature**

Le temps des bénévoles de la gouvernance, au regard des mandats avec fonction élective ne sont pas des contributions en nature.

#### **C – Informations sur les subventions reçues**

Subvention d'Exploitation	Etat DRAAF	853 351 €
	Autres : Conseil régional PDL, ARS, MSA	52 722,66 €
Subvention d'investissement	Etat	0
	Autres : Conseil Régional PDL	26 202 €

### **IV- AUTRES INFORMATIONS (en annexe)**

- tableau des immobilisations,
- tableau des amortissements,
- tableau des provisions
- état échéances des créances et des dettes.

### **V – ENGAGEMENT FINANCIER & AUTRES INFORMATIONS**

## IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations				
Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	3 161	1 789		4 950
Terrains	375 456	0		375 456
Constructions sur sol propre	3 264 525			3 264 525
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	957 897			957 897
Installations techniques et outillage industriel	112 115			112 115
Installations générales, agencements et divers	8 490	9 827		18 317
Matériel de transport	56 794	10 741		67 535
Matériel de bureau, informatique et mobilier	533 535	21 742	10 976	544 300
Emballages récupérables et divers	3 483		3 483	(0)
Immobilisations corporelles en cours		17 703		17 703
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	5 312 295	60 013	14 460	5 357 848
Participations	485	14		499
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
Total des immobilisations financières	485	14		499
<b>TOTAL</b>	<b>5 315 941</b>	<b>61 816</b>	<b>14 460</b>	<b>5 363 297</b>

### Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	3 161	4 365	4 237	3 289
Terrains	113 343	3 925		117 268
Constructions sur sol propre	1 658 358	103 344		1 761 702
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	655 590	29 230		684 820
Installations techniques, matériel et outillage industriels	110 855	162		111 017
Installations générales, agencements et divers	2 080	802		2 882
Matériel de transport	56 794	418		57 211
Mat de bureau et informatique, mobilier	391 696	31 746	10 976	412 466
Emballages récupérables et divers	3 483		3 483	
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	2 992 198	169 627	14 460	3 147 365
<b>TOTAL</b>	<b>2 995 359</b>	<b>173 992</b>	<b>18 697</b>	<b>3 150 654</b>



## PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

### Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL</b>				

### Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	35 221	1 558		36 779
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL</b>	<b>35 221</b>	<b>1 558</b>		<b>36 779</b>

### Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	9 012	7 170	3 941	12 242
Autres provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL</b>	<b>9 012</b>	<b>7 170</b>	<b>3 941</b>	<b>12 242</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>44 233</b>	<b>8 728</b>	<b>3 941</b>	<b>49 021</b>



## ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

### Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
<b>Total de l'actif immobilisé</b>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	78 290	78 290	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	214	214	
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat – Divers	33 272	33 272	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	1 201	1 201	
<b>Total de l'actif circulant</b>	<b>112 977</b>	<b>112 977</b>	
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>15 611</b>	<b>15 611</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>128 587</b>	<b>128 587</b>	

### Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	621 927	100 878	406 335	114 715
Emprunts et dettes financières divers	438	438		
Fournisseurs et comptes rattachés	46 675	46 675		
Personnel et comptes rattachés	5 658	5 658		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	64 366	64 366		
Impôts sur les bénéfices	3 310	3 310		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 167	1 167		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	28 616	28 616		
Groupe et associés				
Autres dettes	38 611	38 611		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	26 143	26 143		
<b>TOTAL</b>	<b>836 911</b>	<b>315 862</b>	<b>406 335</b>	<b>114 715</b>



## VARIATION DES FONDS PROPRES

Rubriques	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	1 626 527		45 467		1 671 994,31
Excédent ou déficit de l'exercice	45 467	45 467	28 942		28 941,78
<b>Situation nette</b>	<b>1 671 994</b>	<b>45 467</b>	<b>74 409</b>		<b>1 700 936</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	809 129		355 858	398 019	766 967,96
Provisions réglementées					
Droit des propriétaires					
Commodat					
<b>TOTAL</b>	<b>2 481 123</b>	<b>45 467</b>	<b>430 267</b>	<b>398 019</b>	<b>2 467 904</b>

## EMPLOIS ET EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Emplois des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et services	
Prestations en nature	
Personnel bénévole	
<b>TOTAL</b>	

Ressources des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Bénévolat	
Prestations en nature	
Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	



## VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'association.

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Ingénieurs et cadres	14,00	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	17,00	
Ouvriers		
<b>TOTAL</b>	<b>31,00</b>	

## CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts et dettes financières divers	20 272
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 925
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	12 430
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>40 626</b>



## PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	17 014
- Autres créances	
<i>dont avoirs à recevoir</i>	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	1 707
<b>TOTAL</b>	<b>18 721</b>

Rubriques	Charges	Produits
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	15 611	26 143
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
TOTAL	15 611	26 143



PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Produits exceptionnels

Rubriques	Montant
Total des produits exceptionnels	

Charges exceptionnelles

Rubriques	Montant
Total des charges exceptionnelles	
TOTAL	

**TABLEAU I – RESSOURCES DE L'ORGANISME**

Origine des fonds	Montant Année 2025		Montant Année 2024	
	En K€	En %	En K€	En %
<b>I. Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers</b>				
Entreprises, OPCO	176 026	57	140 036	49
Etat, Collectivités locales,	41 776	14	35 599	12
Etablissements publics	6 276	2	15 779	6
Entreprises VIA TRANSITION PRO	10 625	3	24 141	8
Particuliers	6 239	2	34 097	12
<b>Sous-total I</b>	<b>240 941</b>	<b>79</b>	<b>249 653</b>	<b>87</b>
<b>II. Ressources provenant des pouvoirs publics</b>				
Instances européennes	32 353	11	6 326	2
Etat		0		0
Autres collectivités territoriales	12 051	4	10 482	4
<b>Sous-total II</b>	<b>44 404</b>	<b>14</b>	<b>16 808</b>	<b>6</b>
<b>III. Autres</b>				
Autres organismes de formation...		0		0
Autres ressources...	21 394	7	19 750	7
<b>Sous-total III</b>	<b>21 394</b>	<b>7</b>	<b>19 750</b>	<b>7</b>
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>306 739</b>	<b>100</b>	<b>286 210</b>	<b>100</b>



TABLEAU II – Décomposition des actions de formation par finalité

Finalités des actions	Volumes financiers			
	Année 2025		Année 2024	
	En K€	En %	En K€	En %
Diplômantes * (1)	209 021	87	246 410	99
Perfectionnement professionnel et qualifiant * (2)	31 920	13	3 242	1
Insertion sociale	0	0	0	0
Total	240 941	100	249 652	100
(1) Diplômes nationaux, titres homologués				
(2) Certificats de branches, certificats d'entreprise, attestations				

TABLEAU III – Conventions de ressources publiques affectées

Convention	Montant initial	Suivi exécution		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice
Conventions:				
Autres				